

ENVIRONNEMENT À TIZI-OUZOU

1 300 décharges sauvages recensées

Ordures ménagères, déchets inertes des BTPH, rejets hospitaliers et de l'industrie. Les quantités rejetées dans la nature et de façon intempestive représentent une menace sur le citoyen, sa santé et son milieu. Forêt, bordures de routes, cours d'eau... aucun endroit n'est épargné.

L'APW de Tizi-Ouzou relance le débat et tire la sonnette d'alarme sur un danger réel qui peut, à long terme, compromettre le développement durable de toute une région. Des élus locaux et des associations activant dans le domaine de l'environnement ont été invités à débattre du thème lié à la gestion et au traitement des déchets ménagers, hospitaliers et du bâtiment. Le sujet qui préoccupe, présentement, l'Assemblée populaire de wilaya revient comme un leitmotiv depuis quelques années. Il a fait, par le passé, l'objet de nombreuses journées d'étude et de réflexion. Visiblement, les solutions préconisées jusque-là tardent à venir à bout d'une situation jugée alarmante.

Les rejets en tous genres dont les effets négatifs sur le milieu et le cadre de vie sont visibles partout, à proximité des zones habitées, des cours d'eau ou dans les forêts, sont dus, en partie, au peu d'empressement du citoyen à s'impliquer dans la protection de son milieu.

Le constat est fait par le président de l'APW qui pointe, également, du doigt l'absence d'une politique audacieuse et réfléchie pour la résolution de ce problème. «La gestion des déchets reste encore primaire et à la

charge exclusive des collectivités locales qui, souvent, sont en déficit budgétaire et de moyens, et sans aucune formation spécifique des agents affectés à cette tâche». Les chiffres fournis par la représentante de la direction de l'environnement donnent un aperçu de l'étendue des dégâts. La quantité des déchets générée est estimée à 300 000 tonnes/an pour une population de 1 116 486 habitants. Près de 500 décharges sauvages ont été répertoriées, souvent localisées en pleine forêt, à proximité des cours d'eau ou en bordures de routes. A ce chiffre s'ajoutent les aménagements de fortune mais déclarés comme les décharges autorisées.

Dysfonctionnements et gestion aléatoire des déchets

On déplore de nombreux cas de dysfonctionnement dans la conduite de certaines activités relatives à la prise en charge et la gestion des déchets. «Le balayage, le ramassage et le transport sont insuffisants et, parfois, inexistant ; la fréquence des collectes, le nombre des rotations et les horaires d'enlèvements ne sont pas respectés ; les moyens de collecte, quand ils



Photo : DR

existent, ne sont pas équitablement répartis ou utilisés», dit en substance l'exposé de la direction de l'environnement dont le propos est une pierre jetée dans le jardin des élus municipaux à qui incombe la responsabilité dans la gestion quotidienne des déchets.

Sans citer leur nombre, le document épingle certaines communes pour absence de délibérations relatives au mode et aux tarifs de la taxe d'enlèvement des déchets ménagers conformément aux dispositions de la loi n°01.21 du 22.12 portant loi de finances 2002.

Le caractère privé des terrains, le relief accidenté de ces derniers et les oppositions font partie du lot des contraintes évoquées par l'administration chargée du secteur de l'environnement qui met en avant ces obstacles retardant ou empêchant la réalisation d'un vaste programme d'aménagements (CET, décharges communales, décharges intercommunales) qui se heurte, se plaint-on, à l'opposition des villages riverains. Des maires refusent la réalisation de décharges intercommunales. Une option imposée par les difficultés liées au relief accidenté des terrains.

Tri sélectif et valorisation des déchets : un potentiel économique négligé

L'administration en charge du secteur de l'environnement le reconnaît : lorsqu'il s'effectue, le tri sélectif se fait de manière informelle sur les sites de décharges par des récupérateurs clandestins et non identifiés. On estime la quantité de déchets valorisable à 70 000 tonnes/an dont 25% sont des

déchets d'emballage. Le reste est constitué de déchets inertes du BTP et des rejets de l'industrie : électroménager, carcasses de voitures (il existe une fourrière de véhicules hors d'usage de dimension régionale), pneus usagés, matières plastiques, grignons d'olives, huiles de vidange...).

La valorisation de ces matières par le tri sélectif et le recyclage peut constituer un secteur d'activité générateur de revenus et d'emplois qui peut rendre d'énormes services aux communes, aux populations et à l'environnement.

Déchets hospitaliers : menace réelle sur la santé et l'environnement

On estime à 6 tonnes/jour, soit une production annuelle de 2 190 tonnes, la quantité de déchets générée par les activités de soins. Des quantités provenant du CHU et d'autres structures sanitaires du secteur public (il en existe 358 entre hôpitaux, maternité et salles de soins) en plus des 11 cliniques privées et 14 laboratoires d'analyses répartis à travers le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou. Sur l'ensemble de ces établissements de santé énumérés, 7 seulement disposent d'un incinérateur, la plupart en mauvais état.

Les services de l'environnement ont recommandé l'audit pour l'ensemble de ces installations pour leur mise en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment en matière d'émissions atmosphériques et leur proximité avec les zones d'habitation. Il leur a été, également, recommandé de prendre attache avec un prestataire de services spécialisé et agréé pour

la prise en charge et l'élimination des rejets en tous genres (objets tranchants et piquants et autres) provenant des activités des soins.

Notons que projet de réalisation d'une unité de traitement des Dasri (déchets d'activités de soins à risques infectieux) qui devait être lancé par un promoteur privé attend depuis de nombreuses années l'aval des autorités concernées.

Là aussi, l'activité de tri et de traitement est négligée, au grand dam des défenseurs de l'environnement et des investisseurs potentiels. On apprend, par ailleurs, que le CHU de Tizi-Ouzou vient de se doter d'un banaliseuse, une machine dotée d'une technologie novatrice pour le traitement des déchets.

Fiscalité écologique : un très faible taux de recouvrement

L'état de mise en œuvre au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) fait ressortir un très faible niveau de recouvrement au niveau des communes.

Sur les 67 qui comptent la wilaya, 43 seulement ont pris des délibérations relatives à cette activité fiscale instituée par la loi n°01.21 du 22.12.2001 portant loi de finances 2002.

Le montant de recouvrement arrêté au 22.04.2011 pour l'exercice fiscal de l'année 2010 est de 925 846,42 DA sur une assiette globale de la wilaya de 270 794 446,00 DA, soit un taux quasi insignifiant de 0,34%. La cagnotte qui reste à récupérer est de 669 866 609 DA.

Saïd Aït Mebarek

ÉTÉ 2011 À MOSTAGANEM

Ouverture officielle des centres de vacances

Avec un littoral de 120 km, Mostaganem possède de grandes potentialités à même de lancer le tourisme et des initiatives de colonies et centres de vacances.

Parmi les wilayas côtières, Mostaganem est la seule région qui offre le plus grand nombre de colonies de vacances avec des capacités d'accueil importantes. La Direction de la jeunesse et des sports est un acteur incontournable dans l'organisation des colonies et séjours de vacances.

Bien avant l'été, les équipes de la DJS étaient sur le terrain pour concevoir les séjours en colonies et centres de vacances, le but étant d'enrichir les connaissances des jeunes dans les loisirs et de leur permettre de se faire des amitiés et de faire valoir leurs compétences dans divers domaines.

L'été 2011 verra l'arrivée à Mostaganem de plus de 10 000 enfants des deux sexes qui seront encadrés par 1 050 animateurs et animatrices des centres de vacances et seront répartis dans les stations balnéaires de Benabdelmalek-Ramdane, Hadjadj, Petit-Port et Aïn Brahim, connus pour leurs sites paradisiaques.

Le coup d'envoi de cette saison a été donné le mercredi 15 juin par le directeur de la jeunesse et des sports au centre de l'Analj d'Aïn Brahim où plus de 300 enfants issus des wilayas de Tindouf et Béchar occupent les lieux pour cette première session.

Un programme diversifié est au menu, allant de l'animation culturelle et sportive, des séances de sensibilisation et de formation, des ateliers de peinture, des soirées musicales, du théâtre, des compétitions et des excursions pour la découverte des potentialités touristiques de la région.

A. B.